



Congrès du travail du Canada

Canadian Labour Congress

Déclaration du Congrès du travail du Canada à l'appui de la Journée nationale des Autochtones, le 21 juin 2008

Le récent moment historique où des regrets ont été témoignés aux survivants du système de pensionnats indiens et à leur famille est un événement important. Il est bien approprié que le Premier ministre et les chefs des autres partis acceptent publiquement au nom du pays, la responsabilité pour l'injustice, le racisme, la négligence et les violations des droits de la personne qui se sont produits au sein du système de pensionnats indiens.

Il n'est pas facile de reconnaître un tort, de s'excuser et de demander pardon pour une politique gouvernementale qui avait pour but de « tuer l'Indien dans l'enfant ». Toutefois, ce n'est qu'une étape du processus et le Congrès du travail du Canada qui représente 3,2 millions de travailleuses et de travailleurs, est bien conscient qu'il est nécessaire d'aller plus loin.

Aujourd'hui le 21 juin, Journée nationale des Autochtones, il faut prendre l'occasion pour rendre hommage et reconnaître les premiers peuples de ce pays. Dix jours seulement après cette expression de regrets historique, le Congrès du travail du Canada incite le gouvernement du Canada à prouver que des actions énergiques accompagneront ce message.

Nous incitons le gouvernement du Canada à prendre des mesures énergiques pour assurer qu'une éducation de haute qualité soit disponible dans les communautés autochtones. L'amélioration des niveaux d'éducation des jeunes autochtones peut entraîner d'énormes gains sur les plans économique et de la productivité pour le pays et plus important encore, ceci peut assurer l'égalité des chances.

Nous invitons le gouvernement du Canada à respecter les engagements nationaux pris unanimement sous l'Accord de Kelowna et de mettre fin à la pauvreté qui persiste et aux conditions honteuses telles que le surpeuplement, les logements dangereux, l'infrastructure qui s'effondre et le manque d'accès à de l'eau propre et potable. Les milliers qui ont lu le rapport [Boiling Point](#), un exposé sur six des luttes des Premières Nations pour avoir accès à de l'eau

potable, conviennent qu'une action agressive pour corriger ces situations aurait dû être prise il y a bien longtemps.

Nous incitons le gouvernement à mettre fin à la pratique de l'inégalité des genres et à démontrer son engagement à l'égalité pour les femmes des Premières Nations. Le cas de Sharon McIvor et sa lutte avec le Programme de contestation judiciaire demeure éminent et requiert une mesure réparatrice immédiate.

Nous demandons à ce gouvernement de respecter et d'appliquer la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et en pratique, de cesser de miner cette Déclaration.

Les survivants des pensionnats indiens et leur famille ont enduré des souffrances et des injustices terribles et malgré notre histoire gênante, ils font preuve d'un très grand courage en refusant d'être colonisés et en faisant face au racisme et aux politiques et pratiques déshumanisantes de l'assimilation.

Ils prouvent que le changement est possible.

Aujourd'hui le 21 juin, Journée nationale des Autochtones, il est temps de promouvoir le changement par des actions qui puissent être un point tournant pour tous.